

**ASSISTANT A MAITRISE D'OUVRAGE (AMO) POUR
L'ÉLABORATION D'UN SCHEMA DIRECTEUR, D'UN
PRÉPROGRAMME ET D'UN PROGRAMME**

DOMAINE DE LOOS

**C.C.A.P.
Cahier des clauses administratives particulières**

SOMMAIRE

Article 1.	IDENTIFICATION DES PARTIES.....	4
1.1	Pouvoir adjudicateur	4
1.2	Direction et contrôle du marché – Ordre de service	4
1.3	Conduite des prestations au sein du prestataire	4
1.4	Sous-traitance	5
Article 2.	OBJET DU MARCHÉ.....	5
2.1	Objet du marché et lieu d'exécution des prestations	5
2.2	Structure du marché et parties techniques	5
2.3	Marchés de prestations similaires.....	5
Article 3.	DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ	6
Article 4.	CLAUSES FINANCIERES	6
4.1	Généralités.....	6
4.2	Répartition des paiements	6
4.3	Forme des prix	7
4.4	Avance	7
4.4.1	Avance au titulaire	7
4.4.2	Avance au sous-traitant.....	7
4.5	Évolution des prix.....	8
4.6	Échéancier des acomptes.....	8
4.7	Acceptation des demandes de paiement partiel.....	8
4.8	Règlements définitifs.....	8
4.9	Règlement des cotraitants et des sous-traitants.....	8
4.10	Modalités de règlement.....	8
4.11	Application de la taxe sur la valeur ajoutée	10
4.12	Intérêts moratoires	10
4.13	Nantissement / cession de créance.....	10
Article 5.	CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHÉ	10
5.1	Généralités.....	10
5.2	Exécution des parties techniques	10
5.3	Modalité de présentation des documents	10
5.4	Avis sur les documents provisoires.....	11
5.5	Délais d'exécution	12

5.6	Modalités de communication	12
Article 6.	MODIFICATION DE MARCHÉ	13
Article 7.	ACHEVEMENT DE LA MISSION	14
7.1	Arrêt en fin de partie technique	14
7.2	Arrêt en cours de partie technique – résiliation pour motif d'intérêt général	14
7.3	Réception de la mission	14
Article 8.	MESURES COERCITIVES	14
8.1	Pénalités	14
8.1.1	<i>Pénalités de retard.....</i>	<i>15</i>
8.1.2	<i>Pénalités pour manquement ou absence.....</i>	<i>15</i>
8.1.3	<i>Pénalité pour non-transmission des attestations d'assurance</i>	<i>15</i>
8.1.4	<i>Pénalité pour travail dissimulé.....</i>	<i>15</i>
8.2	Résiliation.....	15
Article 9.	OBLIGATIONS DE DISCRETION - CONFIDENTIALITE.....	16
Article 10.	ASSURANCES.....	17
Article 11.	UTILISATION DES RESULTATS	17
Article 12.	CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE	17
Article 13.	CHANGEMENT DE DOMICILIATION	18
Article 14.	GARANTIE TECHNIQUE.....	18
Article 15.	LANGUE.....	18
Article 16.	OBLIGATION DU TITULAIRE	18
Article 17.	REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES	18
17.1	Différends.....	18
17.2	Litige.....	18
17.3	Comité consultatif de règlement amiable des différents ou litiges aux marchés publics.....	19
Article 18.	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	19

ARTICLE 1. IDENTIFICATION DES PARTIES

1.1 Pouvoir adjudicateur

Le terme « pouvoir adjudicateur » est, conformément à l'article 2 du CCAG-PI, employé pour qualifier la Direction interrégionale des services pénitentiaires – Lille – Grand Nord, Département des Affaires Immobilières (DAI), 123 rue Nationale, 59034 Lille Cedex.

1.2 Direction et contrôle du marché – Ordre de service

Seules les personnes suivantes sont habilitées à engager le pouvoir adjudicateur pour la conduite opérationnelle et le contrôle des prestations objet de ce marché :

- Mme la Directrice interrégionale ;
- M. le Responsable du département des affaires immobilières ;
- M. le Responsable de l'unité études et opérations ;

Toutes les décisions, ordres ou remarques relatifs à cette conduite et à ce contrôle se concrétisent par des ordres de service signés, datés et numérotés conformément à l'article 3.8 du CCAG-PI.

Le Titulaire en accuse immédiatement réception.

Le Titulaire dispose d'un délai de quinze jours sous peine de forclusion à compter de la réception de l'ordre de service pour émettre d'éventuelles réserves sur les conséquences directes ou indirectes découlant de celui-ci. Ces réserves sont transmises à la personne publique par un moyen permettant de donner date certaine.

1.3 Conduite des prestations au sein du prestataire

Le terme « Titulaire » est, conformément à l'article 2 du CCAG-PI, employé pour qualifier l'opérateur économique qui a conclu le marché avec le pouvoir adjudicateur. En cas de groupement des opérateurs économiques, le « Titulaire » désigne le groupement, représenté par son mandataire.

Les personnes nommément désignées à l'article 1.2 de l'Acte d'engagement, participeront personnellement à l'exécution des prestations objet de ce marché, sans préjudice de la participation d'autres personnes.

En tant que marché de prestations intellectuelles, la personne publique entend bénéficier des compétences soumises au stade de l'offre. Ainsi, la personne publique sera extrêmement vigilante au respect des intervenants sus mentionnés : elle pourra par ailleurs révoquer un intervenant non connu si le Titulaire n'a pas prévenu en cas de changement.

En cas de difficulté dans l'exécution de la prestation, la personne publique se réserve la possibilité de demander le remplacement de la personne désignée ci-dessus. Au préalable, la personne publique informera le Titulaire de la difficulté qu'il rencontre dans l'exécution de la prestation. Le Titulaire a 15 jours pour présenter un remplaçant sous peine d'application de la pénalité définie à l'article 8.1.2 du présent CCAP.

Celui-ci est considéré comme accepté si la personne publique ne le récusé pas dans un délai de 8 jours.

A défaut de proposition de remplaçant par le Titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par le pouvoir adjudicateur, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 8.2 ci-après.

1.4 Sous-traitance

L'éventuelle sous-traitance, par le Titulaire, d'une partie des prestations qu'il doit au titre de ce marché, s'effectuera dans les conditions de l'article 3.6 du CCAG-PI.

ARTICLE 2. OBJET DU MARCHÉ

2.1 Objet du marché et lieu d'exécution des prestations

Le présent CCTP a pour objet de définir la consistance de la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) pour l'élaboration d'un schéma directeur, d'un préprogramme et d'un programme concernant la base ERIS / PREJ

2.2 Structure du marché et parties techniques

Le contenu de la prestation est décrit au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

La mission de l'AMO fait l'objet d'une décomposition en parties techniques au sens de l'article 22 du CCAG-PI, tel que :

- Tranche ferme : Élaboration du schéma directeur immobilier ;
- Tranche optionnelle 1 : Rédaction du préprogramme ;
- Tranche optionnelle 2 : Rédaction du programme – montage « séquencé » ;

2.3 Marchés de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier, un ou plusieurs marché(s) ayant pour objet la réalisation de prestations similaires, en application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, 3 ans maximum à compter de la notification du présent marché.

ARTICLE 3. DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

Cet article déroge à l'article 4.1 du CCAG-PI.

Ce marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, par ordre de priorité décroissante :

Pièces particulières :

- L'acte d'engagement et ses annexes :
 - Annexe 1 : relative à la répartition des honoraires entre les cotraitants
 - Annexe 2 : Bordereau de prix unitaire (BPU)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- La Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)
- L'offre du candidat en tant qu'elle complète sans remettre en cause les clauses du marché,

Pièces générales :

- Le CCAG-PI approuvé par arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles.

En cas de contestation, les documents détenus par le pouvoir adjudicateur font seules foi.

ARTICLE 4. CLAUSES FINANCIERES

4.1 Généralités

Les prix sont en euros. Sauf précision spécifique, tous les prix évoqués (pénalités, révisions, avances, ...) doivent s'entendre hors taxe (HT).

Les prestations sont réglées à prix global et forfaitaire. Le forfait comprend au minimum la participation à toutes les réunions de travail nécessaires à la bonne exécution du marché.

Le prix global et forfaitaire la totalité des prestations à assurer pour mener la mission à bonne fin dans les circonstances de complexité, de temps, de lieu et de délai de l'opération que le Titulaire est réputé connaître.

Les éventuelles indications de temps passé prévisionnel doivent être considérés comme des minima.

Le Titulaire s'engage à ne percevoir aucune rémunération d'intervenants autres que le pouvoir adjudicateur au titre des prestations prévues par le présent marché et dans le cadre de l'opération « Élaboration d'un schéma directeur et d'un préprogramme pour la base ERIS / PREJ ».

4.2 Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique le cas échéant ce qui doit être réglé respectivement au Titulaire, à ses cotraitants et aux sous-traitants éventuels.

4.3 Forme des prix

Les prix des prestations faisant l'objet du marché sont fermes et définitifs.

4.4 Avance

4.4.1 AVANCE AU TITULAIRE

Une avance est accordée au Titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai est supérieur à deux mois, conformément à l'article R. 2191-3 du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance est fixé entre 5 % et 30 % du montant initial toutes taxes comprises du marché.

Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique, le taux de l'avance est porté à 30%.

Le montant de l'avance versé au Titulaire ne peut, conformément à l'article R. 2191-9 du Code de la commande publique, être affecté par une clause d'évolution des prix.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du marché si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification du marché.

En cas de cotraitance, cette clause s'applique à chaque Titulaire personne physique ou morale concernée par le marché. Pour la sous-traitance, le Titulaire n'a droit à cette avance que pour la part qu'il exécute directement, le solde revenant aux sous-traitants qui la demandent.

Le remboursement de cette avance commence lorsque le montant des prestations qui figure à un décompte atteindra ou dépassera 65 % du montant du marché. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint 80 % du montant du marché.

Le montant de l'avance n'est ni révisable ni actualisable.

4.4.2 AVANCE AU SOUS-TRAITANT

Dès lors que le Titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement...) que celles applicables au Titulaire du marché, avec les particularités détaillées à l'article R. 2191 du Code de la commande publique.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution de l'acte spécial si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification de l'acte spécial.

Le montant de l'avance versé au Sous-traitant ne peut, conformément à l'article R. 2191-9 du Code de la commande publique, être affecté par une clause d'évolution des prix.

L'avance forfaitaire est remboursée dans les conditions prévues à l'article R. 2193-21 du Code de la commande publique.

4.5 Évolution des prix

Les prix du marché sont fermes et définitifs.

4.6 Échéancier des acomptes

Le Titulaire fournira à l'appui de sa demande les éléments permettant d'apprécier le service fait, dans le formalisme exigé par la personne publique.

Le versement des acomptes sera réalisé au fur et à mesure de l'exécution de la mission pour chacune des parties techniques ou sous-parties techniques conformément aux articles R. 2191-20 à R. 2191-22 du CCP et de l'article 11 du CCAG-PI.

4.7 Acceptation des demandes de paiement partiel

Il est fait application des dispositions de l'article 11.6 du CCAG-PI.

4.8 Règlements définitifs

Il est fait application des dispositions de l'article 11.7 du CCAG-PI.

4.9 Règlement des cotraitants et des sous-traitants

Si le marché comporte des cotraitants et sous-traitants, leurs règlements, tant provisoires que définitifs, se font dans les conditions de l'article 12 du CCAG-PI.

4.10 Modalités de règlement

Le pouvoir adjudicateur se libère des sommes dues au titre du marché par virement administratif conformément aux règles de la comptabilité publique.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le règlement des sommes dues au titre du marché est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement.

En cas de sous-traitance, les prestations exécutées par chaque sous-traitant et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, sont payées conformément aux stipulations prévues par l'acte spécial de sous-traitance.

Conformément à la réglementation en vigueur, le délai global de paiement ne peut excéder 30 jours.

Le point de départ du délai global de paiement est :

- La date de réception de la demande de paiement partiel définitif si la date d'admission des prestations est antérieure à la date de réception de la demande de paiement partiel définitif
- La date d'admission des prestations si la date de réception de la demande de paiement partiel définitif est antérieure à la date d'admission des prestations.
- Le délai global de paiement peut être suspendu par le pouvoir adjudicateur ou le comptable assignataire quand les justificatifs produits sont insuffisants.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues au Titulaire, le pouvoir adjudicateur règle les sommes qu'il a admises. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires courant à compter de la date de la demande de paiement partiel définitif présentée par le Titulaire.

La monnaie de facturation est l'Euro.

En application de l'article 4-I du décret n° 2016-1478 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmissions.

Dépôt de facture électronique :

DISPOSITIONS APPLICABLES EN MATIERE DE FACTURATION ELECTRONIQUE EDIFLEX :

EDIFLEX est une plateforme de traitement des factures dématérialisées en lien direct avec CHORUS PRO, qui prend en charge le dépôt, la transmission et la récupération des factures dématérialisées sur le serveur CHORUS PRO mis en œuvre par la DGFIP et l'AIFE (Direction Générale des Finances Publiques et Agence pour l'Informatique Financière de l'État).

Le titulaire s'engage à déposer ses factures sur cette plateforme, à cet effet, une convention d'interchange sera signée entre les parties.

L'accès à la plateforme EDIFLEX est pris en charge sur le budget d'investissement de la Direction Interrégionale.

Afin que les factures déposées sur EDIFLEX basculent bien sur CHORUS PRO, il est nécessaire de créer un compte sur CHORUS PRO et de le paramétrer selon les indications suivantes :

Indiquer dans le profil Chorus Pro, le code exécutant de la Direction interrégionale des services pénitentiaires de Lille « FAC0000059 » ;

Création d'un identifiant technique pour que CHORUS PRO puisse établir le lien avec EDIFLEX.

Pour toute précision il est nécessaire de se référer à la documentation publiée sur

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Le dépôt et la transmission des factures électroniques sont effectués exclusivement sur EDIFLEX, les factures basculeront automatiquement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

4.11 Application de la taxe sur la valeur ajoutée

Les montants indiqués dans l'acte d'engagement et dans la décomposition du prix global et forfaitaire sont établis en hors taxes et sont majorés du taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) en vigueur à la date de facturation des prestations.

Le montant de la demande de paiement partiel est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

4.12 Intérêts moratoires

Le dépassement du délai global de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le Titulaire le versement d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai global de paiement et jusqu'à la date de mise en paiement du principal.

Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.

Le montant des intérêts moratoire est calculé conformément aux dispositions des articles R. 2192-31 du code de la commande publique.

4.13 Nantissement / cession de créance

Conformément aux dispositions des articles R. 2191-46 à R. 2191-53 et R. 2191-58 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur remet au Titulaire, dès lors qu'il en formule la demande, un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité du marché en vue de la notification éventuelle d'une cession ou d'un nantissement de créance au comptable assignataire.

ARTICLE 5. CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE

5.1 Généralités

Les prestations doivent répondre durant toute la durée du marché, aux dispositions du présent cahier des clauses administratives particulières et du cahier des clauses techniques particulières.

5.2 Exécution des parties techniques

Les parties techniques et sous-parties techniques éventuelles sont déclenchées par ordre de service.

5.3 Modalité de présentation des documents

Par dérogation à l'article 28.4.2 du CCAG-PI, le Titulaire est dispensé d'aviser par écrit la personne publique de la date à laquelle les documents constitutifs de chacun des éléments de mission lui seront présentés.

Dans les cas où la remise d'un élément de mission ne s'opère pas en une seule fois, chaque sous-ensemble doit être clairement identifié dans son bordereau d'accompagnement.

En outre, chaque bordereau comportera :

- soit la mention « documents provisoires »,
- soit la mention « documents définitifs ».

Le Titulaire remettra ses avis et documents en 2 exemplaires papier et 2 exemplaires en version informatique (version modifiable .doc, .xls, .dwg, .ppt et en version imprimable .pdf), sauf demande contraire du pouvoir adjudicateur.

A la demande du pouvoir adjudicateur, le Titulaire remettra 1 exemplaire papier non relié.

Les documents devront être nommés de la manière suivante :

« Année- Mois- Jour – Emetteur – Nom du document – Numéro de version »

La date et la version du document sont impérativement mentionnées en bas de page du document.

5.4 Avis sur les documents provisoires

Dès que les documents définitifs objet du présent marché seront présentés, le pouvoir adjudicateur en examinera la forme, le contenu et la qualité au regard des exigences et stipulations du présent marché.

Par dérogation à l'article 29 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur décidera par écrit :

- D'un avis favorable sur la prestation,
- D'un avis favorable avec réserves,
- D'un ajournement de l'avis sur la prestation en demandant l'amélioration de la prestation, l'apport de complément ou encore la reprise de l'étude. Le pouvoir adjudicateur fixera un délai pour cette reprise, le Titulaire ne pourra élever aucune réclamation en termes de complément d'honoraires.
- D'un avis favorable avec réfaction sur le prix de la prestation,
- D'un rejet.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-PI, l'absence de décision du pouvoir adjudicateur dans un délai de 2 mois à compter de la date de présentation de la prestation vaut rejet tacite.

5.5 Délais d'exécution

Le Titulaire s'engage à respecter les délais impartis pour la remise des documents/livrables dans les délais d'exécution suivants :

Document	Partie technique	Délai maximum d'exécution à compter du fait générateur	Fait générateur	Montant de la pénalité en cas de retard
Élaboration du Schéma Directeur	TF	8 semaines y compris notes de travail, rapports intermédiaires et réunions de travail	Notification du marché	300 € HT / jour
Rédaction du Préprogramme	TO1	8 semaines y compris notes de travail, rapports intermédiaires et réunions de travail	OS	300 € HT / jour
Rédaction du programme – montage « séquencé »	TO2	8 semaines y compris notes de travail, rapports intermédiaires et réunions de travail	OS	300 € HT / jour
Ordre du jour de réunion et documents afférents	TF, TO1, TO2,	3 jours	Décision d'organisation de réunion	300 € HT / jour
Production d'autres documents	TF, TO1, TO2,	3 jours	Saisine par la personne publique	300 € HT / jour
Production de documents prévus dans l'offre du titulaire	TF, TO1, TO2,	3 jours	Saisine par la personne publique	300 € HT / jour
Courriers, avis technique circonstancié	TF, TO1, TO2,	5 jours	Demande du MO	300 € HT / jour

La durée prévisionnelle de la prestation et le délai de validité du marché sont prévus à l'acte d'engagement.

5.6 Modalités de communication

En complément à l'article 3.1 du CCAG-PI, le Titulaire est tenu, pour toute communication dématérialisée, de préciser de manière claire l'objet de la communication.

Les courriels devront être libellés dans leur objet de la manière suivante :

« DISP59 – SDERIS-PREJ– Objet spécifique de la communication »

Les échanges devront faire l'objet d'accusés de lecture.

ARTICLE 6. MODIFICATION DE MARCHE

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de modifier le marché dans les conditions définies dans les articles R. 2194-1 à R. 2194-9 du Code de la commande publique.

Si une modification de marché s'avérait nécessaire, sa mise au point se ferait en prenant pour base les prix issus de la décomposition du prix global et forfaitaire ou les prix de journée par catégorie de personne du bordereau de prix figurant dans le bordereau de prix unitaires.

Les faits générateurs permettant la mise en œuvre de cette clause sont les modifications dans la consistance du projet qui s'imposent au maître d'ouvrage :

- Des aléas résultant de la nature du sol, de la présence d'amiantes, d'exigences d'administrations locales, de modifications de réglementation,
- Des circonstances extérieures aux parties rendant nécessaire la réalisation de services supplémentaires par le conducteur d'opération ;
- Dans le cas où la pré-programmation ou les études de conception réalisées dans le cadre de l'opération obligerait le Maître d'ouvrage à définir un nouveau phasage des opérations de travaux,

En complément à l'article 23.1 du CCAG-PI, le Titulaire doit fournir un devis détaillé indiquant les modifications de prix et de délais et en les justifiant dans un délai de 15 jours à compter de la demande du pouvoir adjudicateur.

Il est fait application des articles 23.2 et 23.3 du CCAG-PI lorsque la décomposition du prix global et forfaitaire a prévu le prix des prestations supplémentaires.

Par dérogation à l'article 23.3 du CCAG PI, le titulaire est réputé avoir accepté les prix provisoires si, dans le délai de quinze (15) jours suivant l'ordre de service qui lui a notifié ces prix, il n'a pas présenté d'observation à l'acheteur en indiquant, avec toutes justifications utiles, les prix qu'il propose.

Par dérogation à l'article 23.4 du CCAG PI, le titulaire est tenu d'exécuter l'ordre de service mentionné à l'article 1.2 du présent CCAP.

ARTICLE 7. ACHEVEMENT DE LA MISSION

7.1 Arrêt en fin de partie technique

Chaque tranche (TF, TO 1, TO 2, TO 3) constitue des parties techniques. En application de l'article 22 du CCAG-PI, la personne publique se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du présent marché à l'issue de chacune des parties techniques. Le marché est alors résilié sans indemnité.

7.2 Arrêt en cours de partie technique – résiliation pour motif d'intérêt général

Lorsque la personne publique décide d'arrêter la prestation en cours de partie technique ou de résilier le marché en cours d'exécution d'une partie technique, les prestations exécutées seront rémunérées. L'indemnité de 5 % prévue au 41.2.2.4 s'applique à la part de la partie technique déclenchée par ordre de service mais non exécutée par dérogation aux articles 40 et 41.2.2.4 du CCAG PI. Les parties techniques non déclenchées par ordre de service ne sont pas incluses dans le calcul de l'indemnité de résiliation.

7.3 Réception de la mission

La mission du Titulaire s'achève à la clôture de toutes les opérations administratives et financières relatives à l'opération.

Sauf écrit contraire de la part de la personne publique, la réception de sa mission est prononcée à compter de cette date, dans les conditions des articles 28 et 29 du CCAG-PI.

La personne publique remettra au Titulaire une attestation de fin de mission concomitante au mandatement du solde. Cette attestation constate que le Titulaire a rempli toutes ses obligations.

ARTICLE 8. MESURES COERCITIVES

8.1 Pénalités

Les pénalités ne sont pas révisées.

Lors de l'élaboration du décompte général, les retenues provisoires peuvent être transformées en pénalité définitive. Le montant définitif de ces pénalités est fonction du dysfonctionnement réel constaté par le pouvoir adjudicateur pour l'opération.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI, les pénalités sont dues même si leur montant ne dépasse pas 1 000 euros hors TVA.

8.1.1 PENALITES DE RETARD

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, dès que le pouvoir adjudicateur constate un retard dans la remise d'un des documents ou avis visé à l'article 5.5 du présent CCAP : le Titulaire sera sanctionné par application d'une retenue provisoire, à hauteur du montant indiqué audit article.

8.1.2 PENALITES POUR MANQUEMENT OU ABSENCE

Par ailleurs, lorsque le pouvoir adjudicateur constate une absence ou un manquement dans les cas suivants :

- Absence aux réunions : le Titulaire sera sanctionné par application d'une retenue provisoire, à hauteur de 500 euros hors TVA par absence.
- Non-remplacement du responsable visé à l'article 1.3 du présent CCAP dans le délai mentionné dans cet article, à hauteur de 300 euros par jour calendaire de retard.

8.1.3 PENALITE POUR NON-TRANSMISSION DES ATTESTATIONS D'ASSURANCE

Par dérogation à l'article 14.1 du cahier des clauses administratives générales applicables, le Titulaire est tenu de communiquer les attestations d'assurance en cours de validité au pouvoir adjudicateur, lorsque celui-ci en fait la demande. A défaut de l'avoir produit dans les délais fixés à l'article 10 du présent cahier des clauses administratives particulières, il encourt, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, une pénalité de 25 euros par jour calendaire de retard.

8.1.4 PENALITE POUR TRAVAIL DISSIMULE

Par dérogation à l'article 14.1 du cahier des clauses administratives générales applicables, le Titulaire qui ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, encourt, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, une pénalité égale à 150 euros par jour calendaire de retard jusqu'à la régularisation totale de la situation par le Titulaire.

Le montant des pénalités est égal, au plus, à 10 % du montant du marché. Le montant des pénalités ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

8.2 Résiliation

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 36 à 42 inclus du CCAG-PI avec les précisions suivantes.

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus aux articles 37 (résiliation pour événements extérieurs) et 39 (résiliation pour faute du Titulaire) du CCAG-PI, en complément des articles 41.3.2 et 41.4.2 du CCAG-PI, la fraction des prestations déjà accomplies par le prestataire et acceptées par le pouvoir adjudicateur est rémunérée avec un abattement de 5 % en cas de résiliation pour événements extérieurs ou de 10 % en cas de résiliation pour faute du Titulaire. Toutefois, cet abattement ne s'appliquera pas dans le cas de résiliation à la suite du décès ou à l'incapacité civile du Titulaire (article 37.1 du CCAG-PI).

En complément des cas prévus à l'article 39 du CCAG-PI, le marché pourra aussi être résilié aux torts du Titulaire dans les cas suivants :

- Non-respect des obligations précisées au CCTP, constaté par une mise en demeure établie par le pouvoir adjudicateur,
- Non-respect de la clause de confidentialité ci-dessous,
- Inexactitude des renseignements mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2114-5 du CCP.
- Non-remise tous les 6 mois suivant la notification du marché, des documents indiqués à l'article D8222-5 du Code du travail.
- Non-remise des attestations d'assurance responsabilité civile et d'une assurance couvrant la responsabilité civile décennale résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 et 2270 du Code civil.

ARTICLE 9. OBLIGATIONS DE DISCRETION - CONFIDENTIALITE

Le Titulaire est tenu à une obligation de discrétion.

L'obligation de confidentialité définie à l'article 5.1 du CCAG-PI s'applique à l'ensemble des informations, documents et éléments de toute nature.

Les documents éventuellement remis par la personne publique au Titulaire devront lui être restitués à la fin de la réalisation de l'étude concernée.

Ainsi, le Titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, reçoit, à titre confidentiel, des renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir secrète ou confidentielle cette communication. Pendant la phase de passation du marché global, le Titulaire s'interdit tout contact avec les entreprises candidates à l'attribution du contrat en dehors des rencontres formelles (auditions notamment).

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation de la Personne publique, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. Il en est pareillement de tout renseignement de même nature parvenu à la connaissance du Titulaire à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Le Titulaire doit avertir sans délai la personne publique de toute violation de l'obligation de confidentialité ci-dessus, par son personnel, notamment.

La responsabilité du Titulaire peut être recherchée en cas de manquement aux consignes de la part de son personnel en matière de contrôle d'entrées ou de sorties des personnes, ainsi qu'en matière de contrôle de sorties de documents de toute nature, objets, matériels ou marchandises par ces mêmes personnes. Elle peut être également recherchée en cas de dissimulation, d'appréhension, de détournement ou de dissipation de toute information.

En cas de non-respect par le Titulaire des obligations résultant du présent article, la personne publique peut résilier le marché, sans préjudice de réclamer des dommages et intérêts pour le préjudice éventuellement subi. Si, à l'occasion de l'exécution du marché, le Titulaire a reçu communication à titre secret ou confidentiel de renseignements ou documents, il est tenu d'en conserver le secret ou la confidentialité.

L'accès aux informations et documents mis à disposition du Titulaire pour l'exécution de la prestation ne confère à celui-ci aucun droit d'utilisation pour son propre compte ou le compte de tiers.

Le non-respect de cette clause engagerait la responsabilité pénale du Titulaire.

ARTICLE 10. ASSURANCES

Le Titulaire comme chaque membre du groupement devra apporter la preuve qu'il bénéficie pour son activité d'une couverture d'assurance de responsabilité civile professionnelle couvrant les dommages matériels, corporels et immatériels consécutifs et non consécutifs causés aux tiers pendant et après l'exécution des prestations.

Le Titulaire, les éventuels membres du groupement ou sous-traitants devront justifier auprès du pouvoir adjudicateur des attestations d'assurance à chaque échéance de règlement de la prime.

Ces attestations doivent émaner exclusivement d'une compagnie d'assurances, d'un agent général, ou d'une mutuelle. Elles doivent comporter au minimum les indications suivantes :

- Nom de l'assuré,
- Montant des garanties pour les dommages matériels, corporels, immatériels consécutifs et non consécutifs,
- Montant des franchises éventuelles,
- Activités exactes garanties,
- Durée et date de l'attestation.

Le Titulaire s'engage formellement à avertir le pouvoir adjudicateur de tout changement d'assureur en cours d'exécution des prestations, pour quelque motif que ce soit, et à lui remettre immédiatement une nouvelle attestation conformément aux modalités décrites ci-dessus.

ARTICLE 11. UTILISATION DES RESULTATS

Les dispositions des articles 33, 34, 35 du CCAG-PI, sont seules applicables.

ARTICLE 12. CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE

Le Titulaire s'engage à informer le pouvoir adjudicateur de tout changement survenant au cours du marché, affectant :

- La/les personne(s) ayant pouvoir à engager la société
- La forme juridique de la société
- La raison sociale et l'adresse du siège
- Le capital social
- La domiciliation des paiements
- Ainsi que toutes les modifications importantes du fonctionnement de la société

Ces changements doivent impérativement être signalés avant l'émission de toute nouvelle demande de paiement partiel. L'inobservation de ces règles d'information par le Titulaire délie le pouvoir adjudicateur du respect des délais réglementaires de paiement et du versement d'intérêts moratoires en cas de dépassement de ces délais.

De plus, dans l'hypothèse où le Titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le pouvoir adjudicateur des documents suivants :

- Les personnes ayant pouvoir à engager la société
- La forme juridique de la société
- La raison sociale et l'adresse du siège
- Le capital social
- La domiciliation des paiements

- Ainsi que toutes les modifications importantes du fonctionnement de la société
- Complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal. A défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 39 du CCAG-PI.

ARTICLE 13. CHANGEMENT DE DOMICILIATION

Le cas échéant, toute modification de coordonnées bancaires, en cours de marché, fera l'objet d'une demande expresse de la part du Titulaire, envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception, accompagnée du nouveau RIB (IBAN) et stipulant le(s) numéro(s) de marché(s) concerné(s) par ce changement.

Ce courrier sera obligatoirement signé par une personne habilitée à engager la société.

La responsabilité de la DISP ne saurait être engagée en cas de retard pris pour le traitement de l'information, si le formalisme demandé n'est pas respecté.

ARTICLE 14. GARANTIE TECHNIQUE

Par dérogation à l'article 30 du CCAG-PI, les prestations prévues au marché ne font pas l'objet d'une retenue de garantie.

ARTICLE 15. LANGUE

Tous les documents (fiches techniques, fiches de sécurité, demande de paiement partiel, ...) et les échanges (courriers, courriels, ...) doivent être rédigés en langue française.

ARTICLE 16. OBLIGATION DU TITULAIRE

Le Titulaire doit fournir tous les 6 mois et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces mentionnées aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail. Si le Titulaire est établi dans un autre Etat que la France, il doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, ce document peut être remplacé par une déclaration solennelle faite par le Titulaire devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays. Dans ce cas, les documents fournis doivent être rédigés en langue française ou bien accompagnés d'une traduction en langue française certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

ARTICLE 17. REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

17.1 Différends

Les dispositions de l'article 43 du CCAG-PI sont seules applicables.

17.2 Litige

En cas de litige résultant de l'exécution du présent marché, la loi française est seule applicable. Le tribunal administratif compétent est celui dans le ressort duquel se trouve le lieu prévu pour l'exécution du contrat, et l'espèce il s'agit du Tribunal Administratif de Lille.

17.3 Comité consultatif de règlement amiable des différends ou litiges aux marchés publics

Le pouvoir adjudicateur et le Titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable des différends ou litiges aux marchés publics.

ARTICLE 18. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG-PI auxquels il est dérogé
3	4.1 (pièces du marché)
5.3	28.4.2 (Frais de vérification)
5.4	29 (Admission, ajournement, réfaction et rejet) 28.2 (Délai de vérification)
6	23.3 23.4 (Prestations supplémentaires ou modificatives)
7.2	40 et 41.2.2.4 (indemnités en cas de résiliation pour motif d'intérêt général)
8.1	14.1.3 14.1 (Pénalités)
14	30 (garantie technique)